

NOOTOPIE

Réécriture noosophique librement inspirée
d'Utopia de Thomas More

*Une île qui préfère la contradiction reconnue
à l'harmonie mensongère*



NOOSOPHIE INTÉGRATIVE

Édition finale v1.0 — 2026

NOOTOPIE

*Réécriture noosophique librement inspirée d'Utopia de
Thomas More*

Noosophie Intégrative

Édition finale v1.0 — 2026

Œuvre littéraire et philosophique autonome, non canonique.

Note de statut

Nootopie est une création littéraire et philosophique contemporaine du projet Noosophie Intégrative. Elle reprend librement le dispositif de l'île utopique et du récit de voyage associé à Utopia de Thomas More, sans constituer une traduction, une adaptation fidèle, une modernisation chapitre par chapitre ni une restitution de l'œuvre historique.

Le texte développe des institutions, situations et concepts propres à la Noosophie contemporaine. Ils ne doivent pas être attribués à Thomas More. L'œuvre est autonome et non canonique : elle met des concepts à l'épreuve d'un monde fictif sans modifier à elle seule le corpus théorique de référence.

Cette édition finale développe le manuscrit retrouvé sans transformer Nootopie en traité exhaustif ni en modèle politique à reproduire. Sa fonction demeure celle d'une utopie critique : rendre visibles les contradictions d'une société qui cherche à se corriger sans se croire parfaite.

Sommaire

- Ouverture.....I
- Le travail.....4
- Le temps et la gratuité.....6
- L’argent.....7
- Le logement et les communs.....9
- La politique.....11
- La famille.....13
- Le soin.....15
- L’amour et les liens.....17
- L’éducation.....19
- La technique.....21
- Les sages.....23
- La maladie sociale.....25
- Le vivant et les limites.....27
- Les lois.....29
- Le conflit.....30
- La justice.....32
- Les étrangers.....34
- La mémoire.....35
- Le défaut de Nootopie.....37
- L’art et la fête.....39
- La crise des Trois Hivers.....41
- Conclusion du voyageur.....44
- Note sur la source et l’inspiration.....45

Ouverture

Il existe, quelque part au-delà des cartes habituelles, une île dont les habitants ne prétendent pas avoir trouvé la société parfaite.

Ils disent seulement ceci :

“Nous avons cessé de confondre l’ordre avec la justice, la richesse avec la valeur, l’obéissance avec l’intégration, et la paix avec l’absence de contradiction.”

Cette île ne s’appelle pas Utopie.

Elle s’appelle Nootopie, parce qu’on y juge une société non à ses monuments, ses armées, ses lois ou ses richesses, mais à la manière dont elle aide les pensées humaines à traverser leurs contradictions sans se détruire.

Les voyageurs qui y arrivent sont d’abord déçus.

Ils s’attendent à voir une cité parfaite, des habitants sages, des institutions admirables, des enfants disciplinés, des vieillards lumineux, des marchés équitables, des temples paisibles et des assemblées raisonnables.

Ils découvrent autre chose.

Ils découvrent une société pleine de tensions.

Les Nootopiens se disputent.

Ils doutent.

Ils échouent.

Ils se trompent.

Ils se contredisent.

Ils se blessent parfois.

Ils ont peur, comme les autres peuples.

Ils désirent, comme les autres peuples.

Ils peuvent mentir, fuir, se justifier, s’enfermer dans leur rôle ou chercher à dominer.

Mais ils ont bâti toute leur cité autour d’un principe étrange :

“Une contradiction reconnue vaut mieux qu’une harmonie mensongère.”

Chez eux, la première éducation n’est pas d’apprendre à répondre correctement.

C’est d’apprendre à dire :

“Voici ce que je pense d’abord.”

Les enfants apprennent très tôt à formuler leur affirmation première.

Un enfant peut dire :

“Je veux tout garder pour moi.”

On ne lui répond pas immédiatement :

“Tu es égoïste.”

On lui demande :

“Qu’est-ce que tu veux protéger ?”

Puis :

“Que se passe-t-il si tout le monde garde tout pour soi ?”

Puis :

“Que perdrais-tu si tu partageais ?”

Puis :

“Que gagnerait le lien si tu acceptais de donner une part ?”

Ainsi, l’enfant n’apprend pas la morale comme une liste d’interdictions.

Il apprend que son désir contient une vérité partielle, mais qu’il doit rencontrer le désir des autres, le coût réel, la limite, la relation et l’acte.

Chez les Nootopiens, on ne dit pas :

“Un bon citoyen obéit.”

On dit :

“Un citoyen commence à devenir libre lorsqu’il peut reconnaître ce que son désir ne contient pas encore.”

Le voyageur qui raconte ces usages ne les comprit pas immédiatement. Il avait lui-même appris à mesurer les sociétés selon des signes plus simples : richesse moyenne, puissance militaire, stabilité des institutions, nombre d’écoles, durée de vie, efficacité des administrations. Les Nootopiens ne méprisaient aucun de ces indicateurs. Ils refusaient seulement qu’un indicateur devienne une réponse complète.

À son arrivée, on lui demanda de choisir une querelle de son pays qu’il connaissait bien. Il parla du logement. Il expliqua que certains réclamaient davantage de constructions, d’autres davantage de protection des terres, certains des prix plus bas, d’autres la défense de l’épargne accumulée dans la pierre. Il attendait qu’on lui dise quelle politique était juste.

La femme chargée de l’accueillir traça quatre colonnes sur une table : besoins, contraintes, pouvoirs, coûts. Puis elle demanda : « Qui manque d’un toit ? Qui possède quoi ? Qu’est-ce qui ne peut pas être produit immédiatement ? Qui paie quand les prix montent ? Qui paie quand ils baissent ? Quelles terres

disparaissent si l'on bâtit ? Quels droits deviennent fictifs si personne ne peut les exercer ? »

Le voyageur trouva la méthode frustrante. Elle ne lui donnait pas de camp. Elle lui retirait seulement la facilité de confondre un camp avec la totalité du réel.

C'est ainsi que l'on entre en Nootopie. Non par l'admiration, mais par une légère perte d'équilibre. Les habitants ne demandent pas au visiteur d'abandonner ses valeurs. Ils lui demandent de les exposer à leurs conditions d'incarnation.

Le travail

Dans la plupart des pays, le travail est présenté comme une nécessité, une dignité, une réussite ou une punition.

En Nootopie, le travail est d'abord interrogé.

Chaque métier doit répondre publiquement à quatre questions :

Que produis-tu ?

Qui s'en trouve réellement servi ?

Quel coût caches-tu ?

Quelle part de l'humain développes-tu ou détruis-tu ?

Un métier peut être utile sans être intégratif.

Un travail peut nourrir le corps et appauvrir l'âme.

Il peut donner une place sociale et retirer toute présence.

Il peut payer la maison et détruire le rapport au temps.

Il peut produire beaucoup et ne rien incarner.

Les Nootopiens ne méprisent pas les métiers nécessaires.

Ils savent que toute société doit nettoyer, construire, soigner, cultiver, réparer, transporter, organiser, compter, protéger.

Mais ils refusent une chose :

qu'un travail soit déclaré digne uniquement parce qu'il fait fonctionner la machine sociale.

Dans leurs assemblées, on peut entendre un artisan dire à un ministre :

“Ton travail est plus honoré que le mien, mais le mien laisse une trace visible dans le réel. Le tien produit-il une intégration, ou seulement des discours qui protègent le pouvoir ?”

Et le ministre n'a pas le droit de répondre par son rang.

Il doit produire un acte-preuve.

Les ateliers nootopiens affichent donc moins de slogans que de bilans de dépendance. Sur le mur d'une boulangerie, on peut lire combien de personnes travaillent de nuit, d'où vient la farine, quelle part du prix paie l'énergie, quelle quantité est jetée et quelles tâches personne ne veut accomplir. Dans un centre de soin, on indique non seulement le nombre de patients reçus, mais le temps moyen pendant lequel un soignant peut réellement rester auprès d'eux.

Le voyageur demanda un jour pourquoi une société si attentive aux coûts conservait des tâches pénibles. Un maçon lui répondit : « Parce qu'aucune

philosophie ne porte les pierres à notre place. » Puis il ajouta : « La question n'est pas de faire disparaître par décret ce qui est nécessaire. Elle est de savoir qui le fait, combien de temps, avec quelle protection, quelle reconnaissance, et si nous cherchons vraiment à réduire ce qui peut l'être. »

Les tâches les plus dures sont donc soumises à une règle particulière : plus une activité est nécessaire et peu désirable, plus la collectivité doit rendre visible la manière dont elle est répartie. Une profession ne peut pas acheter éternellement l'évitement collectif par le bas salaire d'un groupe dépendant. Quand une tâche ne peut être automatisée, simplifiée ou supprimée, elle doit être mieux partagée ou mieux compensée.

Cette règle produit des conflits. Les plus qualifiés protestent parfois qu'ils ont passé des années à apprendre leur métier. Les autres répondent que la compétence justifie une fonction, non une exemption absolue de la vie commune. On ne tranche pas toujours en faveur d'une rotation parfaite. Une chirurgienne ne quitte pas une opération pour nettoyer une rue au nom de l'égalité abstraite. Mais l'hôpital ne peut pas non plus traiter le nettoyage comme une réalité extérieure à la dignité du soin.

Ainsi, la question du travail revient toujours à une autre : quelle dépendance notre confort rend-il invisible ?

Le temps et la gratuité

Nootopie mesure aussi le travail par ce qu'il laisse hors de lui. Une société peut réduire la durée officielle du travail et remplir chaque heure libérée de démarches, d'évaluations, d'optimisation personnelle et de consommation obligatoire. Les habitants parlent alors de temps disponible plutôt que de simple temps libre.

Le temps disponible est celui qui n'a pas déjà reçu une fonction imposée. Il peut devenir repos, soin, apprentissage, fête, solitude ou activité inutile. Les Nootopiens ont découvert que cette inutilité apparente protège quelque chose d'essentiel : la possibilité que toute existence ne soit pas évaluée par sa production.

Un débat opposa longtemps ceux qui voulaient rémunérer toutes les activités socialement utiles et ceux qui craignaient qu'une telle reconnaissance transforme chaque geste en prestation comptable. Si garder l'enfant d'un voisin, préparer une fête, visiter une personne âgée ou entretenir un jardin commun donne toujours lieu à une unité de valeur, la cité risque de coloniser précisément ce qu'elle voulait reconnaître.

Ils choisirent donc de garantir matériellement l'existence sans exiger que chaque contribution soit convertie en salaire. Certaines tâches restent rémunérées parce qu'elles supposent engagement régulier, qualification ou contrainte. D'autres appartiennent à la réciprocité libre et ne doivent pas devenir un marché miniature.

Le voyageur demanda comment empêcher les profiteurs. On lui répondit qu'il y en avait, comme partout. Mais une société qui organise toute sa vie autour de la peur de celui qui donnerait moins peut finir par faire payer à tous une surveillance plus coûteuse que l'abus qu'elle voulait éviter.

La gratuité nootopienne n'est donc pas l'absence de limites. Elle est la décision de conserver des espaces où l'acte n'a pas besoin de prouver immédiatement sa rentabilité.

L'argent

Les Nootopiens n'ont pas aboli l'argent par pure vertu.

Ils l'ont d'abord observé.

Ils ont remarqué que l'argent est utile lorsqu'il permet l'échange, la prévoyance, l'autonomie et la mesure.

Mais ils ont aussi vu qu'il devient désintégratif lorsqu'il se transforme en preuve de valeur humaine.

Ils disent :

“L'argent mesure certaines capacités d'échange. Il ne mesure ni la dignité, ni la vérité, ni le degré d'intégration d'une vie.”

Dans les écoles, les enfants étudient les anciennes sociétés où les riches étaient crus plus intelligents, plus méritants ou plus accomplis simplement parce qu'ils possédaient davantage.

Les enfants rient d'abord.

Puis les maîtres leur disent :

“Ne riez pas trop vite. Vous aussi, vous chercherez un signe extérieur pour éviter de regarder votre valeur réelle.”

Alors ils cessent de rire.

Car la pédagogie nootopienne ne sert jamais seulement à critiquer les anciens peuples.

Elle ramène toujours la contradiction vers celui qui écoute.

L'argent subsiste donc en Nootopie, mais il a perdu plusieurs droits symboliques. Il ne peut pas acheter une voix politique supplémentaire. Il ne donne aucun privilège d'accès à la justice. Il ne permet pas d'accaparer sans limite les ressources dont la rareté prive directement les autres d'une condition essentielle.

Cela n'a pas supprimé l'envie. Certains veulent encore une maison plus grande, des voyages plus nombreux, des objets rares. Les Nootopiens ne prétendent pas avoir extirpé la comparaison sociale. Ils ont seulement décidé que le désir de distinction devait rencontrer publiquement son coût lorsque celui-ci devient collectif.

Un homme très riche expliqua au voyageur qu'il avait créé plusieurs techniques économisant beaucoup de travail. Il estimait légitime de conserver une part importante des bénéfices. Personne ne lui répondit qu'il devait être pauvre pour

être juste. L'assemblée lui demanda plutôt ce que sa fortune lui permettait désormais de décider pour les autres : acheter des terres, orienter des entreprises, financer des campagnes, rendre des travailleurs dépendants de ses choix. Le problème n'était plus seulement combien il possédait, mais quelle puissance sociale se condensait dans cette possession.

Les héritages connaissent la même interrogation. Les Nootopiens acceptent que des parents transmettent des objets, des souvenirs, une sécurité raisonnable. Ils refusent que la naissance constitue durablement une licence de commandement économique. L'héritage est donc limité lorsque sa concentration produirait un pouvoir disproportionné sur les conditions de vie d'autrui.

Cette règle n'est pas vécue comme une solution parfaite. Certains la trouvent intrusive ; d'autres insuffisante. Mais elle rappelle que l'argent est un moyen devenu dangereux lorsqu'il achète non seulement des choses, mais la capacité de définir l'échoyance des autres.

Le logement et les communs

Le voyageur remarqua que les maisons nootopiennes étaient très différentes. Certaines étaient individuelles, d'autres collectives, certaines anciennes et étroites, d'autres ouvertes autour de cours communes. Il demanda quel modèle la cité avait choisi.

On lui répondit : « Aucun. Nous avons choisi une limite : personne ne peut priver durablement un autre d'une condition élémentaire d'habitation pour transformer cette privation en rente. »

Le logement est considéré comme un usage avant d'être considéré comme un actif. Cela n'interdit ni l'intimité ni la stabilité d'un foyer. Cela interdit que l'accumulation de logements vides devienne un moyen de faire payer aux autres leur besoin d'habiter.

Les sols, l'eau, les réseaux d'énergie, certaines infrastructures et une partie des terres cultivables sont administrés comme des communs. Un commun n'est pas une absence de règle. Au contraire, il exige des règles plus explicites parce qu'aucun propriétaire souverain ne peut décider seul.

Une rivière peut être utilisée par des cultivateurs, des habitants, des artisans et des écosystèmes dont personne n'est propriétaire. Chaque usage produit des droits mais aussi des limites. Celui qui prélève en amont doit compter celui qui boit en aval. Celui qui construit près d'un rivage doit compter l'érosion qu'il déplace. Celui qui veut préserver toute parcelle intacte doit compter aussi les besoins réels de ceux qui n'ont nulle part où vivre.

Les communs nootopiens sont donc des lieux de conflit organisé. Ils rappellent que partager n'est pas supprimer la rareté. C'est empêcher qu'une seule position transforme la rareté commune en pouvoir privé.

Le voyageur visita un quartier construit autour d'une ancienne manufacture. Les appartements n'y appartenaient ni à un propriétaire unique ni à chaque famille séparément. Les murs, les jardins, les ateliers communs et une partie des logements relevaient d'une coopérative d'usage. Chaque foyer disposait d'un droit stable à habiter ; aucun ne pouvait vendre ce droit comme un titre spéculatif. Le voyageur trouva le système séduisant jusqu'au soir où une assemblée se déchira à propos d'une famille nombreuse qui réclamait deux pièces supplémentaires.

Les uns disaient que l'espace disponible devait aller d'abord aux besoins les plus lourds. D'autres répondaient que plusieurs personnes seules vivaient depuis vingt ans dans les mêmes logements et qu'on ne pouvait pas transformer leur stabilité en faute. Une vieille femme déclara : « Si vous me dites que mon appartement appartient au commun, je l'entends. Mais si le commun signifie

que ma sécurité peut être rediscutée chaque fois qu'un besoin plus grand apparaît, alors je ne possède plus un foyer ; je possède une permission révocable.
»

La discussion dura trois semaines. Elle obligea les habitants à distinguer le droit d'usage, la sécurité existentielle, la distribution équitable d'une ressource rare et la possibilité d'adapter progressivement le bâti. Ils finirent par refuser l'expulsion de la vieille femme et financèrent la transformation d'un atelier vide en logement supplémentaire. Le choix fut plus coûteux que la simple redistribution immédiate. C'était précisément ce qu'ils voulurent rendre visible : le commun ne devait pas devenir le nom noble sous lequel une majorité pouvait disposer sans limite de la vie matérielle d'une minorité.

Cette affaire devint célèbre parce qu'elle montrait une difficulté que les slogans sur les communs cachent facilement. Une ressource commune doit être administrée, et administrer signifie parfois refuser un usage, établir une priorité, accepter une attente ou imposer une limite. La question n'est donc pas seulement « à qui appartient le bien ? » mais « qui peut modifier les conditions d'usage, selon quelle procédure, avec quelles protections pour ceux dont l'existence dépend de cette stabilité ? »

Les Nootopiens apprirent aussi que l'absence de propriété spéculative ne supprimait pas le prestige résidentiel. Certains quartiers devenaient désirables pour leur beauté, leur proximité de la mer ou la qualité de leurs écoles. Des familles échangeaient discrètement des services pour obtenir une place. Des responsables locaux étaient accusés de favoriser leurs proches. La cité dut construire des procédures de tirage au sort, de transparence et de priorité, sans prétendre qu'aucune injustice ne renaîtrait sous une autre forme.

Le voyageur comprit alors pourquoi les habitants parlent moins de « propriété juste » que de « dépendance habitable ». Un logement est plus qu'un objet à répartir. Il est l'endroit depuis lequel une personne dort, aime, se soigne, élève un enfant, garde ses souvenirs et peut fermer une porte. Une politique du commun qui oublierait cette intimité reproduirait une violence au nom même de la solidarité.

La politique

Chez les Nootopiens, aucun parti n'a le droit de se présenter comme le camp de l'intégration.

Cette règle fut écrite après une guerre civile.

À cette époque, un parti disait :

“Nous représentons l'ordre.”

Un autre disait :

“Nous représentons la justice.”

Un troisième disait :

“Nous représentons la liberté.”

Un quatrième disait :

“Nous représentons le peuple.”

Chaque parti avait raison partiellement.

Et chacun mentait dès qu'il prétendait être le seul à porter la totalité du bien commun.

Depuis, toute proposition politique doit présenter :

la valeur qu'elle protège ;

la contradiction qu'elle rencontre ;

le coût réel qu'elle accepte ;

le coût réel qu'elle risque de déplacer ;

l'acte-preuve qui permettra de vérifier sa promesse ;

les conditions de sa révision.

Un orateur qui promet la sécurité doit expliquer comment il évitera de détruire la liberté.

Un orateur qui promet l'égalité doit expliquer comment il évitera d'écraser la responsabilité.

Un orateur qui promet la liberté doit expliquer comment il évitera d'abandonner les plus faibles.

Un orateur qui promet la tradition doit expliquer comment il évitera de sanctifier l'injustice.

Un orateur qui promet le progrès doit expliquer comment il évitera de détruire ce qui devait être transmis.

Ainsi, les discours sont moins brillants qu'ailleurs.

Mais ils sont plus difficiles à falsifier.

Les assemblées nootopiennes ne sont pas calmes. Le voyageur fut même surpris par leur rudesse. On y interrompt parfois un orateur, on y soupire, on y revient sur une décision ancienne. Mais plusieurs dispositifs empêchent la force rhétorique de devenir trop facilement force politique.

Toute fonction de coordination possède une durée, un périmètre et une procédure de révocation. Les comptes rendus sont accessibles. Les décisions urgentes prises par un petit groupe doivent être réexaminées lorsqu'il n'y a plus d'urgence. Les personnes qui détiennent des informations décisives ont l'obligation de les rendre transmissibles.

Surtout, les Nootopiens tiennent un registre des pouvoirs invisibles. On y note non seulement les fonctions officielles, mais les personnes dont la présence pèse régulièrement sur les décisions : fondateurs, experts, familles influentes, propriétaires d'infrastructures, personnalités très suivies. L'inscription n'est pas une accusation. Elle indique un endroit où la liberté collective doit regarder plus attentivement.

Un vieux militant protesta un jour : « Je n'ai aucun titre. Comment pourrais-je avoir du pouvoir ? » Une jeune femme lui répondit : « Lorsque tu quittes la salle, tout le monde attend ton retour avant de décider. C'est un fait avant d'être un jugement. »

Il se fâcha. Puis il demanda que son nom reste au registre.

Les Nootopiens savent ainsi qu'abolir les titres ne suffit pas à abolir les asymétries. Une société libre peut produire ses propres notables, ses propres experts intouchables, ses propres habitudes d'obéissance. C'est pourquoi la politique n'est jamais considérée comme un problème résolu par la bonne constitution. Elle reste une pratique de visibilité.

La famille

Les Nootopiens ne considèrent pas la famille comme naturellement intégrée.

Ils disent :

“La famille est le premier lieu du soin, mais aussi le premier lieu possible du conditionnement.”

On y apprend l’amour, la langue, le corps, la confiance, la limite.

Mais on peut aussi y apprendre la peur, la honte, le rôle, le silence, la dette infinie et l’obéissance déguisée en loyauté.

C’est pourquoi, à l’âge adulte, chaque citoyen traverse un rituel appelé la seconde naissance.

Il ne s’agit pas de renier ses parents.

Il s’agit de répondre à trois questions :

Qu’ai-je reçu ?

Qu’ai-je répété sans le choisir ?

Qu’est-ce que je veux transmettre après l’avoir intégré ?

Beaucoup pleurent pendant ce rituel.

Non parce qu’ils découvrent que leurs parents étaient mauvais.

Mais parce qu’ils découvrent que l’amour peut transmettre du non-intégré.

Et qu’il ne suffit pas d’aimer pour ne pas conditionner.

La seconde naissance ne met pas toujours les familles en paix. Elle peut même ouvrir des conflits que l’ancien silence contenait. Un fils peut découvrir qu’il ne veut plus reprendre l’atelier familial. Une fille peut refuser le rôle de soin qu’on lui attribuait depuis l’enfance. Des parents peuvent entendre comme un rejet ce qui, pour leur enfant, est une tentative de devenir responsable de sa propre vie.

Les Nootopiens ont donc appris à distinguer gratitude et dette infinie. Recevoir beaucoup n’oblige pas à devenir ce que le donneur avait prévu. Prendre soin d’un enfant crée des responsabilités chez le parent ; cela ne crée pas un droit de propriété différé sur l’adulte qu’il deviendra.

Cette idée est plus difficile lorsqu’il s’agit de dépendance réelle. Un parent vieillissant peut avoir besoin de ses enfants. Un enfant handicapé peut avoir besoin longtemps de proches. La cité ne prétend pas résoudre la tension en proclamant l’autonomie de chacun. Elle construit des réseaux de soutien afin que l’amour ne soit pas transformé en obligation solitaire.

Le voyageur visita une maison où vivaient quatre personnes âgées, deux étudiants et une mère avec son enfant. Ce n'était ni une famille au sens ancien ni une institution de soin. Chacun y possédait une chambre, des droits clairs et la possibilité de partir. Les repas étaient souvent communs. Les tâches étaient discutées. Les liens s'étaient formés sans devenir une obligation de parenté.

« Nous ne remplaçons pas les familles, lui dit une habitante. Nous empêchons seulement qu'elles soient les seules à porter ce qu'aucun individu ne peut porter seul. »

Le soin

Le soin est l'une des activités que Nootopie surveille le plus, parce qu'il contient une contradiction particulière : aider donne facilement du pouvoir sur celui qui a besoin d'aide.

Dans les maisons de soin, une phrase est inscrite au-dessus des portes : « La vulnérabilité n'abolit pas la voix. » Un malade peut être dépendant sans devenir un objet. Une personne confuse peut nécessiter une protection sans que chaque préférence soit réputée inexistante. Un soignant peut savoir davantage sur le corps sans savoir davantage sur toutes les finalités de la vie de celui qu'il accompagne.

Les décisions difficiles sont donc séparées autant que possible : ce qui relève du diagnostic, du risque, de la préférence, de la famille, du coût collectif. Cette séparation ralentit parfois les décisions. Mais elle empêche qu'un savoir spécialisé absorbe silencieusement tous les autres critères.

Le soin est aussi partagé politiquement. La société compte le temps consacré aux enfants, aux personnes dépendantes, aux proches malades et aux tâches domestiques. Ce temps n'est pas traité comme une ressource gratuite provenant naturellement de certaines personnes.

Les Nootopiens n'ont pourtant pas supprimé l'épuisement. Il existe encore des proches qui donnent trop, des professionnels qui se protègent par la distance, des familles qui culpabilisent ceux qui demandent du relais. La différence est que ces tensions peuvent être nommées comme problèmes collectifs et non comme défauts privés.

La liberté, disent-ils, ne se mesure pas seulement à la possibilité de n'avoir besoin de personne. Elle se mesure aussi à la possibilité d'avoir besoin sans perdre sa dignité.

Dans une maison de soin, le voyageur rencontra Lio, un homme atteint d'une maladie qui limitait peu à peu ses mouvements. Les équipes savaient qu'il aurait bientôt besoin d'aide pour presque tous les gestes quotidiens. Elles lui proposèrent un dispositif très protecteur : horaires réguliers, surveillance nocturne, alimentation contrôlée, accompagnement permanent. Lio répondit qu'il préférerait courir davantage de risques et conserver des heures où personne n'entrerait chez lui.

Les soignants furent divisés. Certains avaient vu trop d'accidents évitables pour accepter ce qu'ils considéraient comme une imprudence. D'autres rappelaient qu'une vie sécurisée contre la volonté de celui qui la vit peut devenir une forme de dépossession. La question n'était pas abstraite : si Lio tombait seul, une équipe devrait intervenir ; s'il refusait certains soins, son état pourrait se

dégrader plus vite ; si la collectivité garantissait son autonomie, elle assumait aussi une partie du coût de ses choix.

Ils élaborèrent avec lui un contrat révisable de risque assumé. Lio choisit les dangers qu'il acceptait, ceux qu'il demandait à être aidé à réduire et ceux qu'il ne comprenait pas encore. Les soignants purent inscrire leurs désaccords sans transformer leur expertise en souveraineté. La procédure n'abolit pas l'incertitude. Elle empêcha seulement qu'on appelle « soin » une décision prise entièrement à la place de celui qui devait la vivre.

Les Nootopiens se méfient pourtant du mot autonomie lorsqu'il sert à abandonner. Une personne peut dire « laissez-moi tranquille » parce qu'elle ne veut réellement pas d'aide ; elle peut aussi le dire parce qu'elle a honte de coûter, parce qu'elle croit ne rien mériter ou parce qu'elle a appris que demander finit toujours par donner du pouvoir à quelqu'un. Le soin ne se réduit donc ni à respecter la première parole ni à la corriger. Il cherche à rendre possible une parole qui ne soit pas déjà écrasée par la dépendance.

Cette difficulté devint plus visible lorsque la cité manqua de personnel. Les responsables proposèrent alors de concentrer les visites sur les actes strictement médicaux. Les familles protestèrent : aider quelqu'un à manger ne consiste pas seulement à apporter un plateau, et accompagner une personne âgée ne se mesure pas entièrement en minutes de procédure. Mais augmenter le temps de présence signifiait déplacer des travailleurs depuis d'autres fonctions et financer davantage de formation.

La crise força Nootopie à regarder ce qu'elle proclamait depuis longtemps : le soin est une infrastructure, et toute infrastructure consomme du temps humain. On peut socialiser ce temps, le partager, l'outiller et en réduire certaines charges ; on ne peut pas l'abolir par une valeur. Le coût du soin devait donc apparaître dans le budget public comme une condition de la liberté collective, non comme un supplément compassionnel.

L'amour et les liens

Les Nootopiens refusent de faire de l'amour un domaine entièrement privé, non parce qu'ils veulent l'administrer, mais parce qu'ils savent que les relations intimes peuvent devenir des lieux de pouvoir très profonds.

Aucune forme conjugale unique n'est imposée. Certaines personnes vivent en couple durable, d'autres seules, d'autres dans des configurations plus larges. La règle commune tient moins à la forme qu'à la possibilité réelle du consentement, de la sortie et de la responsabilité envers les personnes rendues dépendantes par les choix du groupe.

La jalousie n'est ni glorifiée comme preuve d'amour ni condamnée comme archaïsme honteux. Elle est traitée comme une expérience à cartographier : peur de perdre, besoin de reconnaissance, désir de contrôle, attachement réel. Son existence ne donne pas automatiquement un droit sur l'autre. Son déni ne la fait pas disparaître.

Les séparations sont entourées de dispositifs simples lorsque des enfants, des dettes ou des logements communs rendent la rupture matériellement asymétrique. La cité a appris qu'une liberté de partir purement juridique peut être fictive si l'un des partenaires perd simultanément son toit, son revenu et son réseau de soin.

Mais elle refuse aussi de transformer toute relation difficile en dossier public. Une société intégrative doit savoir où ne pas entrer. Les proches peuvent demander de l'aide sans devoir livrer toute leur intimité à la communauté.

« L'amour n'est pas prouvé par l'absence de conflit, dit une vieille Nootopienne au voyageur. Il se voit parfois dans la manière dont deux êtres refusent de transformer leur peur en propriété. »

Le voyageur crut d'abord que les Nootopiens avaient transformé l'amour en séminaire permanent. On y parlait volontiers de consentement, d'attachement, de dépendance, de jalousie, de partage des tâches et de frontières personnelles. Puis il rencontra Mira et Sen, qui vivaient ensemble depuis quinze ans et ne savaient plus s'ils voulaient continuer.

Mira disait : « Je l'aime, mais je ne veux plus porter seule l'organisation de notre vie. » Sen répondait : « Je fais ce que je peux, mais chaque discussion devient la preuve que je suis insuffisant. » Chacun possédait une carte cohérente. Chacun pouvait citer des faits. Chacun avait aussi construit une manière de raconter l'autre qui protégeait sa propre fatigue.

Le médiateur ne leur demanda pas immédiatement s'ils devaient se séparer. Il leur demanda de décrire une semaine réelle : qui pense aux courses, qui prend les rendez-vous, qui interrompt son travail quand un enfant est malade, qui

initie les gestes de tendresse, qui demande du temps seul, qui paie quels coûts lorsque l'un refuse. L'amour redevint matériel. Plusieurs accusations se révélèrent exagérées ; d'autres apparurent plus graves qu'ils ne le pensaient.

Ils décidèrent d'essayer trois mois d'une autre répartition. Ce ne fut pas romantique. Il fallut des calendriers, des refus, des erreurs et une baisse de confort. Sen découvrit que prendre une tâche signifie aussi porter la mémoire qui la précède. Mira découvrit qu'elle corrigeait parfois la manière dont il accomplissait ce qu'elle disait vouloir lui déléguer. Aucun de ces constats ne résolut la relation. Ils empêchèrent seulement que « l'amour » serve de mot pour éviter les actes qui le rendent habitable.

Nootopie reconnaît également que certaines relations ne doivent pas être intégrées mais quittées. La présence d'un lien, d'une histoire ou d'un attachement ne crée pas une obligation infinie de rester disponible. Quand la peur, l'emprise ou la violence structurent la relation, la priorité devient la protection et la séparation. La méthode de la contradiction ne sert pas à demander à la personne exposée de mieux comprendre celui qui lui fait du mal.

C'est pourquoi les Nootopiens refusent deux idéologies symétriques : celle qui sacralise le couple au point de rendre toute séparation suspecte, et celle qui traite toute dépendance affective comme une faiblesse à éliminer. Aimer signifie accepter qu'un autre devienne important sans en faire un propriétaire de notre existence. Cette tension n'a pas de solution définitive ; elle possède seulement des formes plus ou moins habitables.

L'éducation

Les écoles nootopiennes n'enseignent pas d'abord des réponses.

Elles organisent des rencontres avec des contradictions.

Un enfant n'apprend pas la géométrie en mémorisant une formule.

On le place devant une forme.

On lui demande de mesurer.

Il échoue.

Alors seulement, la formule apparaît.

Non comme un ordre extérieur, mais comme une évidence devenue nécessaire.

Les maîtres disent :

“Une règle apprise trop tôt devient une cage. Une règle découverte au bon moment devient une clé.”

Ils appellent cela l'apprentissage par évidence intégrative.

Dans les écoles de musique, les élèves ne comptent pas seulement les temps.

Ils marchent.

Ils frappent.

Ils chantent.

Ils sentent dans leur corps ce que la pensée seule ne peut pas encore porter.

Car les Nootopiens pensent qu'un savoir qui ne descend jamais dans le geste reste une lumière suspendue.

Et une lumière suspendue peut éblouir sans transformer.

L'apprentissage par évidence intégrative n'est pas utilisé partout. Les maîtres ont découvert qu'une règle peut aussi devoir être transmise avant que l'élève ait les moyens de la redécouvrir. Personne ne laisse un enfant apprendre la toxicité d'un produit en l'ingérant. Personne ne demande à chaque génération de reconstruire seule les mathématiques.

Ils corrigèrent donc leur propre formule : « Une règle apprise trop tôt peut devenir une cage ; une règle refusée trop longtemps peut condamner à répéter inutilement l'expérience des autres. »

Cette correction devint célèbre parce qu'elle montrait une limite de leur pédagogie. L'intégration ne consiste pas à transformer toute connaissance en

découverte personnelle. Elle consiste à savoir quand transmettre, quand faire éprouver, quand expliquer et quand laisser chercher.

Les examens furent également transformés. Une partie mesure des connaissances précises. Une autre demande à l'élève d'expliquer une erreur qu'il a corrigée. Une troisième vérifie ce qu'il sait faire hors du langage scolaire. Les résultats ne sont pas additionnés en une seule note quand les capacités évaluées sont trop différentes pour être honnêtement agrégées.

Le voyageur trouva ce système moins simple que le sien. Un maître lui répondit : « Nous avons cessé de prendre la facilité de classement pour une vérité sur les personnes. »

La technique

Les Nootopiens aiment les techniques mais se méfient de la phrase : « Ce n'est qu'un outil. » Ils pensent qu'un outil redistribue toujours des possibilités, des dépendances et parfois des pouvoirs.

Lorsqu'une nouvelle technique est proposée à grande échelle, on ne demande donc pas seulement si elle fonctionne. On demande ce qu'elle rend plus facile, ce qu'elle rend plus rare, quelles compétences elle fait disparaître, qui peut la contrôler, quelle panne elle rend possible et ce qu'il reste à ceux qui refusent de l'utiliser.

L'intelligence artificielle provoqua de longues querelles. Certains voulaient l'utiliser pour cartographier les débats publics, résumer les contradictions et rendre accessibles des milliers de documents. D'autres craignaient qu'une machine qui formule mieux que la plupart des citoyens devienne rapidement une autorité invisible.

La cité adopta une règle : une IA peut éclairer une décision mais ne peut jamais porter la souveraineté sur les finalités, les valeurs ou les coûts irréversibles. Toute synthèse produite par elle doit pouvoir être contestée à partir des sources. Aucun citoyen ne peut être obligé d'accepter une décision au motif que « le système l'a calculée ».

Le voyageur demanda si cette règle garantissait contre la dépendance. On lui répondit : « Non. Une règle n'empêche pas l'habitude. C'est pourquoi nous devons encore observer ce que nous cessons de savoir faire lorsque l'outil travaille bien. »

Les technologies sont ainsi évaluées non seulement par leurs performances, mais par l'échoyance qu'elles fabriquent pour ceux qui viendront après.

La plus grande controverse technique de l'île commença avec un système capable de prévoir les pénuries locales à partir de milliers de données : récoltes, stocks, habitudes d'achat, météo, transports et santé publique. Les résultats furent remarquables. Plusieurs ruptures d'approvisionnement furent évitées. Très vite, les responsables proposèrent d'utiliser le même système pour anticiper les besoins sociaux, puis les risques de décrochage scolaire, puis les conflits domestiques.

Le passage semblait logique. Si la prédiction avait aidé pour le grain, pourquoi ne pas l'utiliser pour la souffrance humaine ? Une statisticienne s'opposa pourtant au projet : « Une cargaison de blé ne modifie pas son comportement parce qu'elle sait comment nous la classons. Une personne, si. »

La cité découvrit alors que l'outil ne se contentait pas d'observer. Une famille signalée comme « à risque » recevait davantage de visites. Ces visites pouvaient

aider ; elles pouvaient aussi changer la manière dont les voisins, les enseignants et la famille elle-même interprétaient chaque incident. Une prédiction devenait échoyance. Le modèle participait à la réalité qu'il prétendait seulement décrire.

On conserva certains usages mais on imposa trois limites : aucun classement individuel secret, droit de connaître les variables qui affectent une décision, et impossibilité pour une prédiction de remplacer un examen humain lorsque des droits importants sont engagés. Ces règles ralentirent l'efficacité. Les ingénieurs le reconnurent. La cité accepta ce coût parce qu'elle refusait de convertir l'avantage prédictif en autorité automatique.

Les Nootopiens utilisent aussi des intelligences artificielles pour cartographier des arguments, traduire, rechercher des incohérences et simuler des conséquences. Ils leur interdisent pourtant de devenir les arbitres finaux des conflits de valeurs. Une machine peut montrer qu'un plan contredit une contrainte ; elle ne peut pas décider à la place de ceux qui paieront le prix de l'arbitrage.

Un vieux professeur résumait ainsi la règle technique : « Plus un outil nous évite un effort, plus nous devons vérifier quel pouvoir nous lui remettons avec cet effort. » Il ne voulait pas condamner les machines. Il rappelait seulement qu'une société peut perdre une capacité non parce qu'on la lui interdit, mais parce qu'elle devient inutile jusqu'au jour où personne ne sait plus l'exercer.

Les sages

Les Nootopiens se méfient beaucoup des sages.

Non parce qu'ils méprisent la sagesse.

Mais parce qu'ils savent que les peuples fatigués cherchent facilement quelqu'un à suivre.

Autrefois, un homme nommé Sélion fut presque élevé au rang de maître.

Il parlait avec une clarté rare.

Il savait faire apparaître les contradictions cachées.

Les jeunes venaient de toute l'île pour l'entendre.

Certains commencèrent à dire :

“Sélio n voit mie ux que nous. Demandons-lui comment vivre.”

Alors Sélio n fit convoquer l'assemblée.

Tous pensaient qu'il allait fonder une école.

Il dit seulement :

“Si vous me suivez, vous trahissez ce que je vous ai montré.”

Puis il fit graver sur la porte du lieu où il enseignait :

“La carte n'est pas le passage.”

Depuis ce jour, tout enseignant nootopien doit rappeler à ses élèves :

“Je peux t'aider à voir. Je ne peux pas vivre à ta place.”

Après Sélio n, la cité inventa une coutume étrange : chaque personne reconnue pour sa sagesse devait périodiquement participer à une assemblée où d'autres présentaient les erreurs, angles morts ou effets indésirables de son enseignement. Le but n'était pas l'humiliation. Il était de casser le lien entre prestige et infailibilité.

Cette pratique échoua plusieurs fois. Certains sages se transformèrent en virtuoses de l'autocritique et utilisèrent même leur humilité comme une nouvelle preuve de supériorité. Les Nootopiens comprirent alors qu'aucun rituel ne protège automatiquement contre le désir d'être suivi.

Ils déplacèrent donc l'attention du caractère des maîtres vers les structures autour d'eux : qui contrôle les lieux ? qui décide de l'accès ? qui possède les archives ? qui peut contredire sans perdre sa place ? les élèves peuvent-ils partir sans être traités comme des traîtres ?

C'est ainsi que la méfiance envers le gourou devint moins psychologique et plus institutionnelle. Un maître admirable peut être entouré d'un système dangereux ; un maître imparfait peut rester limité par des règles saines.

*« Ne demande pas seulement si le sage est bon, dit-on au voyageur.
Demande ce qui arrive si, demain, il cesse de l'être. »*

La maladie sociale

Les Nootopiens n'aiment pas dire qu'une société est malade.

Ils trouvent cette phrase trop facile.

Ils préfèrent demander :

“Qu'est-ce que cette société rend normal ?”

Car c'est dans la normalité que se cachent souvent les désintégrations les plus profondes.

Une société peut rendre normal de travailler sans sens.

Normal de parler sans écouter.

Normal de désirer sans limite.

Normal de réussir sans habiter sa réussite.

Normal de rire de tout pour ne rien sentir.

Normal de se distraire pour éviter sa propre vie.

Normal d'avoir une opinion sur tout et un acte sur presque rien.

Les Nootopiens disent :

“La maladie d'une société ne se reconnaît pas seulement à ses crises, mais aux formes de vie qu'elle rend acceptables.”

Pourtant, ils ajoutent toujours :

“Celui qui critique la société n'est pas automatiquement plus sain qu'elle.”

Car ils savent que le refus du monde peut être une lucidité.

Mais il peut aussi être une blessure, un ressentiment, une impuissance ou une manière noble de ne pas agir.

Cette attention à la normalité transforma aussi leur manière de parler de santé mentale. Les Nootopiens refusent de faire d'une société entière un diagnostic médical, mais ils refusent également de traiter chaque souffrance comme un problème isolé dans un individu.

Quand de nombreux jeunes disent qu'ils n'arrivent plus à se concentrer, la cité ne conclut pas immédiatement qu'ils sont devenus faibles. Elle regarde aussi l'environnement d'attention : interfaces, rythmes de travail, publicité, sommeil, pression scolaire, espaces disponibles. Quand de nombreux travailleurs s'effondrent, elle regarde les organisations avant de distribuer uniquement des conseils de résilience.

Mais le mouvement inverse existe. Une personne peut invoquer « la société » pour ne jamais examiner ses propres actes. Une structure injuste n'explique pas

automatiquement chaque comportement. Une oppression réelle n'immunise pas contre la responsabilité envers plus vulnérable que soi.

Cette double exigence rend les discussions difficiles. Elle interdit deux confort : tout psychologiser, ou tout politiser.

Les Nootopiens disent : « Cherchons le niveau qui produit réellement le problème, et acceptons qu'il y en ait souvent plusieurs. »

Le vivant et les limites

L'île possède des forêts que personne n'a le droit de « rentabiliser » entièrement. Non parce que la nature serait déclarée pure et l'humain corrompé, mais parce que les habitants ont appris qu'une civilisation peut détruire les conditions dont elle dépend tout en améliorant ses comptes à court terme.

Chaque grande décision matérielle doit donc présenter ce qu'elle prélève, ce qu'elle renouvelle, ce qu'elle rend irréversible et qui recevra le coût après ceux qui décident aujourd'hui.

Cette règle devint très conflictuelle lors de la découverte d'un minerai rare sous une vallée. Le minerai permettait de fabriquer des équipements médicaux et énergétiques précieux. L'extraction détruisait une partie importante d'un écosystème et déplaçait deux villages.

Les défenseurs de la vallée accusaient les autres de sacrifier le vivant. Les partisans de l'extraction accusaient les premiers de protéger un paysage au prix de besoins humains réels. Aucune formulation ne permit de rendre les deux coûts comparables dans une seule unité.

La décision fut finalement de limiter fortement l'extraction, d'en réserver l'usage à certains besoins prioritaires et d'investir dans le recyclage. Personne ne déclara la solution harmonieuse. Les habitants déplacés conservèrent un droit de recours et une part du territoire fut perdue.

L'événement devint un exemple enseigné aux enfants : une décision intégrative peut rester tragique. Reconnaître tous les coûts ne signifie pas qu'ils disparaissent.

La limite écologique devint concrète lorsque les biologistes annoncèrent que la baie orientale ne pouvait plus absorber les prélèvements de pêche sans effondrement durable. Les pêcheurs contestèrent d'abord les modèles. Plusieurs familles vivaient de cette activité depuis des générations. Une réduction sévère ne signifiait pas seulement moins de poissons ; elle signifiait des bateaux inutiles, des dettes et une culture locale menacée.

Les citoyens répondaient qu'une tradition ne donne aucun droit à détruire les conditions de sa propre continuité. Les pêcheurs répliquaient qu'il était facile de défendre la baie depuis des métiers qui ne perdaient rien. Le débat devint violent lorsque des habitants aisés continuèrent à consommer des produits importés plus destructeurs que les prises locales qu'ils voulaient interdire.

La contradiction força l'assemblée à distinguer plusieurs coûts : pression écologique réelle, dépendance économique des familles, valeur culturelle du métier, inégalités de consommation et capacité de transition. Un quota fut

décidé, mais accompagné d'un rachat collectif partiel des dettes, d'un revenu de transition et de la reconversion de certains bateaux vers l'entretien des milieux et la recherche maritime.

La mesure ne satisfait personne. Certains écologistes la jugeaient trop lente ; certains pêcheurs parlaient de mort programmée. Cinq ans plus tard, la baie avait commencé à se reconstituer, mais plusieurs villages avaient perdu des habitants. Le rapport officiel refusa de déclarer la politique « réussie » sans mentionner cette perte. Sauver un milieu n'avait pas sauvé toutes les formes de vie sociale qui en dépendaient.

Nootopie apprit de cette affaire qu'une limite n'est pas intégrative parce qu'elle est écologique. Une limite peut être nécessaire et injustement répartie. Elle peut protéger le vivant en sacrifiant ceux qui disposent du moins de capacité d'adaptation. La question devient alors : comment reconnaître une contrainte réelle sans transformer les plus dépendants en variables d'ajustement ?

Les enfants étudient aujourd'hui la baie comme un cas où aucune valeur n'a obtenu une victoire complète. Ils apprennent que certaines décisions politiques ne consistent pas à choisir entre le bien et le mal, mais entre plusieurs pertes dont aucune ne doit être cachée sous le vocabulaire du progrès.

Les lois

Les lois nootopiennes sont peu nombreuses, mais chacune contient son propre garde-fou.

Une loi qui protège l'ordre doit indiquer comment elle évitera l'oppression.

Une loi qui protège la liberté doit indiquer comment elle évitera l'abandon.

Une loi qui protège la vérité doit indiquer comment elle évitera la cruauté.

Une loi qui protège la paix doit indiquer comment elle évitera le silence imposé.

Les Nootopiens disent :

“Une loi devient dangereuse quand elle oublie la valeur qu'elle sacrifie.”

C'est pourquoi aucune loi ne peut être votée sans que ses adversaires aient formulé la meilleure contradiction possible.

Non pour empêcher la décision.

Mais pour éviter que la décision se prenne pour une vérité pure.

Chaque loi importante porte aussi une date de réexamen. Certaines expirent si personne ne démontre qu'elles restent nécessaires. D'autres sont conçues pour durer mais doivent présenter les critères selon lesquels elles pourraient être modifiées.

Ce mécanisme ne rend pas les lois instables. Au contraire, les Nootopiens distinguent la stabilité d'une règle et sa sacralisation. Une règle peut être stable parce que ses raisons restent bonnes ; elle n'a pas besoin de devenir intouchable pour être respectée.

La cité conserva un jour pendant trente ans une réglementation créée après une famine. Les conditions avaient changé, mais personne n'osait l'abolir parce qu'elle était associée à la mémoire des morts. Lors de son réexamen, une historienne dit : « Honorer ceux qui ont souffert ne consiste pas à reproduire éternellement la forme née de leur souffrance. »

La loi fut transformée, et son origine conservée dans les archives.

Ainsi la mémoire n'est pas utilisée pour interdire la révision. Elle sert à empêcher que la révision devienne amnésie.

Le conflit

Les Nootopiens n'ont pas supprimé les conflits. Ils ont surtout cessé de croire que le conflit prouve à lui seul l'échec d'une communauté.

Quand deux groupes s'opposent, la première question n'est pas toujours de les réconcilier. Certains conflits portent sur des intérêts réellement incompatibles. D'autres révèlent une domination qui ne doit pas être transformée en simple « différence de point de vue ».

Les médiateurs ont donc une règle : ne pas rendre artificiellement symétriques des positions qui ne le sont pas. Si l'un possède le pouvoir de licencier l'autre, si l'un contrôle le logement de l'autre, si l'un a commis une violence, la cartographie doit conserver cette asymétrie.

Mais ils refusent aussi la facilité inverse qui ferait de toute asymétrie la preuve que l'un possède toujours raison. Une personne dominée dans un rapport peut devenir dominante dans un autre. Une victime d'un tort peut produire à son tour un tort distinct.

Le conflit devient ainsi un travail de séparation : qu'est-ce qui relève des faits, des valeurs, du pouvoir, des blessures, des demandes, des limites non négociables ?

Il arrive que la conclusion soit une séparation plutôt qu'une réconciliation. Une société intégrative n'impose pas la proximité comme preuve de maturité.

Le conflit le plus célèbre de l'histoire récente de Nootopie ne concernait ni une guerre ni une grande réforme. Il commença par une place publique. Des adolescents y jouaient de la musique tard le soir. Les habitants âgés des immeubles voisins demandaient une interdiction après vingt-deux heures. Les jeunes répondaient que tous les espaces de la ville avaient été progressivement rendus silencieux, payants ou surveillés et qu'on leur reprochait ensuite de ne jamais occuper la cité.

Chaque camp possédait de bons arguments. Le droit au repos était réel. Le besoin d'un espace non marchand l'était aussi. Les premières réunions échouèrent parce que chacun transformait son coût en principe universel : « la santé exige le silence » contre « une ville vivante doit accepter le bruit ».

L'assemblée déplaça alors la discussion vers les conditions. Quels bâtiments étaient les plus exposés ? À quelles heures le sommeil était-il réellement perturbé ? Quels autres lieux étaient disponibles ? Qui pouvait se déplacer et qui ne le pouvait pas ? Pourquoi les jeunes ne disposaient-ils presque plus de salles accessibles sans réservation ?

La solution fut imparfaite : deux soirs tardifs autorisés, traitement acoustique financé sur plusieurs façades, création d'une salle ouverte dans un ancien dépôt et maintien d'un droit d'usage spontané de la place le reste du temps jusqu'à une heure définie. Certains trouvaient encore la musique insupportable. Certains jeunes jugeaient la règle paternaliste.

Ce qui intéressa les Nootopiens ne fut pas le compromis lui-même. Ce fut la manière dont le conflit avait cessé d'être une lutte entre catégories morales pour devenir une redistribution explicite de coûts. Ils appellent cela parfois la désescalade sans dépolitisation : réduire l'hostilité sans prétendre que le désaccord n'engage plus de pouvoir.

Ils savent aussi qu'un conflit peut devenir impossible à traiter par discussion symétrique. Quand un groupe dispose de la propriété, de la force, de l'information ou du contrôle d'une ressource indispensable, demander simplement aux parties de « se comprendre » peut protéger l'asymétrie existante. La cartographie doit alors commencer par rendre le pouvoir visible avant de demander une réconciliation.

La justice

Chez les Nootopiens, punir n'est pas d'abord faire souffrir.

Mais comprendre n'est pas non plus excuser.

Le juge doit distinguer :

l'acte ;

la pensée opérante ;

le coût produit ;

la responsabilité ;

le contexte ;

la répétition ;

la possibilité de réparation ;

la nécessité de protection.

Il n'a pas le droit de dire :

“Cet homme est mauvais.”

Il doit dire :

“Cet acte a produit tel coût. Il révèle telle pensée opérante. La société doit protéger les victimes, nommer la responsabilité, et chercher si une transformation est possible.”

Certains étrangers trouvent cette justice trop douce.

D'autres la trouvent trop exigeante.

Car il est parfois plus facile d'être puni que de devoir regarder exactement ce que son acte a fait au réel.

La protection précède parfois la réparation. Lorsqu'un danger demeure, les Nootopiens n'organisent pas immédiatement une grande rencontre où chacun exprimerait sa vérité. Ils séparent, sécurisent, enquêtent et établissent ce qui peut l'être.

Cette règle fut écrite après un échec grave. Une communauté avait voulu résoudre une violence par le dialogue trop tôt. La personne agressée s'était retrouvée sous la pression de pardonner pour préserver l'unité du groupe. La cité reconnut que sa recherche de réconciliation avait produit une nouvelle violence.

Depuis, personne n'est tenu de participer à une procédure restaurative. La réparation n'est pas un droit de l'auteur sur la victime. Elle est une possibilité qui dépend d'abord de la sécurité et du consentement de ceux qui ont subi.

La justice nootopienne conserve aussi des sanctions et des exclusions lorsque cela est nécessaire. Elle ne prétend pas que toute personne peut être immédiatement réintégrée. Elle demande seulement que la sanction soit reliée à une fonction : protéger, limiter, reconnaître un tort, empêcher la répétition. La souffrance infligée pour elle-même n'est jamais considérée comme une preuve de justice.

Le voyageur comprit alors pourquoi certains étrangers trouvaient ce système à la fois doux et sévère. Il retirait la vengeance comme finalité, mais il retirait aussi beaucoup de refuges rhétoriques à celui qui avait causé le tort.

Les étrangers

Quand un étranger arrive en Nootopie, les habitants ne lui demandent pas d'abord son pays, son rang ou sa religion.

Ils lui posent une question :

“Quelle contradiction t’a conduit jusqu’ici ?”

Car personne ne cherche une île inconnue par simple curiosité.

On voyage toujours parce qu’une carte ancienne ne suffit plus.

Certains répondent :

“Je cherchais une société meilleure.”

Les Nootopiens sourient.

Puis ils demandent :

“Et quelle part de la société que tu critiques portes-tu encore en toi ?”

C'est souvent à ce moment que le voyageur commence vraiment à visiter l'île.

L'île n'est pas ouverte sans condition. Elle a appris que l'accueil peut être invoqué par ceux qui ne paient pas directement ses coûts, et la fermeture par ceux qui oublient ce qu'ils doivent eux-mêmes à d'anciens arrivants.

Chaque débat sur l'arrivée de nouveaux habitants doit donc distinguer capacité matérielle, droits fondamentaux, effets sur les services, peur culturelle, besoins économiques, obligations envers des personnes en danger et répartition réelle de l'effort d'accueil.

Les frontières administratives existent, mais elles ne définissent pas la valeur morale d'une personne. Une naissance sur l'île n'est pas traitée comme un mérite.

Les nouveaux habitants obtiennent progressivement les mêmes droits politiques que les autres, car les Nootopiens jugent dangereux qu'une population puisse travailler, payer, élever ses enfants et subir des lois sans pouvoir participer durablement à leur formation.

Cette politique reste contestée. Certains demandent plus d'ouverture ; d'autres craignent la dissolution des formes communes. La cité ne prétend pas avoir trouvé un nombre parfait d'arrivées. Elle a seulement refusé deux mensonges : que toute limite soit haine, et que toute fermeture soit neutralité.

La mémoire

Nootopie conserve beaucoup d'archives. Les habitants se méfient pourtant des récits où leur cité apparaît toujours du bon côté.

Dans le musée politique, chaque réforme importante possède deux salles. La première explique le problème qu'elle voulait résoudre. La seconde expose les coûts, erreurs et exclusions qu'elle a produits.

On y trouve la guerre civile qui conduisit à la règle des contradictions publiques, mais aussi les abus commis par les vainqueurs après la guerre. On y célèbre l'élargissement des communs, mais on raconte les familles expulsées trop brutalement lors des premières réformes foncières. On y enseigne les progrès du soin collectif, mais aussi une période où le désir de protéger conduisit à trop décider pour les personnes fragiles.

Les enfants trouvent parfois cette mémoire fatigante. « Pourquoi ne pouvons-nous pas être fiers simplement ? » demandent-ils.

Les maîtres répondent : « Vous pouvez être fiers d'une correction. Mais si vous avez besoin que vos ancêtres aient toujours eu raison, vous cesserez bientôt de voir ce qu'ils vous ont transmis de non intégré. »

La mémoire nootopienne n'est donc ni célébration ni procès perpétuel. Elle est une réserve de conséquences.

Un jour, le voyageur demanda à visiter le monument de la guerre civile. On lui montra une place presque vide, traversée par une longue fissure de pierre. Aucun nom de héros n'y apparaissait. Sur les murs voisins étaient gravées des décisions : certaines courageuses, certaines honteuses, certaines prises par des gens convaincus de protéger la cité.

Le visiteur s'étonna : « Où sont vos grands hommes ? » Une archiviste répondit : « Nous avons essayé les statues. Elles simplifiaient trop vite. » Elle expliqua qu'une ancienne génération avait élevé un chef de la résistance au rang de symbole. Des années plus tard, des archives montrèrent qu'il avait aussi couvert des violences commises par son camp. La ville se divisa entre ceux qui voulaient détruire la statue et ceux qui voyaient toute critique comme une trahison.

Ils finirent par déplacer le monument dans le musée et laisser la place vide pendant un an. Ce vide fut plus instructif que prévu. Il obligea chacun à reconnaître la fonction qu'il attendait de la mémoire : honorer, apprendre, appartenir, accuser, réparer ou fabriquer une identité commune.

Aujourd'hui, les monuments nootopiens sont souvent accompagnés de leurs propres transformations. Une plaque peut être ajoutée, une interprétation contestée, un récit minoritaire intégré sans que la version précédente

disparaisse nécessairement. La mémoire n'est pas traitée comme un texte qu'on réécrit à volonté, mais comme un dossier dont les conséquences continuent d'être discutées.

Cette méthode possède elle aussi un coût. Certains habitants disent qu'une société incapable de célébrer simplement devient incapable d'aimer son histoire. D'autres répondent qu'aimer ne demande pas l'innocence. Le débat reste ouvert. La seule règle stabilisée est qu'aucune mémoire officielle ne doit rendre les blessures d'autrui impossibles à nommer.

Le voyageur comprit alors que la mémoire nootopienne ne cherchait pas une identité sans faute. Elle cherchait une continuité capable de supporter ce qui contredit le récit qu'elle préfère transmettre.

Le défaut de Nootopie

Il faut maintenant dire ce que les Nootopiens eux-mêmes reconnaissent comme leur plus grand danger.

À force de cartographier, ils peuvent ralentir.

À force de chercher les contradictions, ils peuvent hésiter.

À force de refuser les fausses harmonies, ils peuvent perdre la joie simple.

À force de vouloir intégrer, ils peuvent transformer la vie en examen permanent.

Certains jeunes se révoltent contre cela.

Ils disent :

“Vous voulez tout comprendre avant de vivre.”

Et parfois ils ont raison.

C'est pourquoi les Nootopiens ont instauré un jour sans cartographie.

Pendant ce jour, personne n'a le droit d'analyser une pensée, de nommer un nœud, de proposer une condensation ou de demander un acte-preuve.

On cuisine.

On danse.

On dort.

On marche.

On aime.

On joue avec les enfants.

On répare une chaise.

On regarde la mer.

Car une société intégrative qui oublierait la gratuité deviendrait une nouvelle prison.

Le jour sans cartographie ne suffit pas toujours. Certains habitants ont appris à transformer même la spontanéité en obligation : il faudrait savoir se détendre correctement, aimer sans attente, jouer avec authenticité. La cité découvrit avec amusement qu'elle pouvait fabriquer une norme jusque dans son refus des normes.

D'autres critiques sont plus graves. Les procédures prennent du temps. Les citoyens les plus disponibles y participent davantage. Les personnes très habiles

à formuler les contradictions peuvent acquérir un prestige comparable à celui des anciens orateurs. Ceux qui parlent mal risquent de voir leur expérience traduite par d'autres.

Nootopie doit donc lutter contre une aristocratie de la réflexivité. Savoir cartographier n'accorde aucun droit naturel à décider. Une personne peut sentir très exactement qu'une situation lui fait violence sans savoir la formuler dans le vocabulaire de la cité.

Cette critique conduisit à simplifier plusieurs assemblées et à accepter davantage de témoignages concrets, de gestes, de dessins, de silences et de récits. La précision conceptuelle resta un outil, non un permis d'existence.

Mais le plus grand défaut de Nootopie apparaît lorsqu'elle se compare aux autres sociétés. Ses habitants peuvent devenir fiers d'être ceux qui voient les contradictions. Ils peuvent regarder les peuples voisins comme moins intégrés, plus naïfs, prisonniers de cartes anciennes.

Alors revient exactement ce qu'ils prétendaient combattre : une identité supérieure construite à partir de la méthode qui devait empêcher les identités de se fermer.

C'est pourquoi une phrase a été ajoutée au fronton de l'assemblée : « Celui qui voit une contradiction de plus n'est pas un être de plus grande valeur. »

L'art et la fête

Les visiteurs croient parfois que Nootopie est une société grave. Ils voient les assemblées, les registres de coûts, les procédures de révision, et imaginent que chaque chanson doit justifier sa fonction sociale.

Les artistes ont précisément combattu cette tendance. Ils ont obtenu qu'aucune œuvre ne soit tenue d'être utile, édifiante ou intégrative. Une chanson peut être vulgaire, un tableau incompréhensible, une danse pure dépense. La liberté culturelle sert aussi à empêcher la cité de transformer sa méthode en morale totale.

Cela ne supprime pas les conflits. Une œuvre peut humilier, propager un mensonge ou utiliser sans consentement l'image d'autrui. La réponse n'est pas donnée à l'avance par le mot « art ». Les mêmes questions reviennent : quel acte, quel coût, quel pouvoir, quelle possibilité de répondre ?

Les fêtes publiques jouent un rôle particulier. Pendant quelques heures, les statuts sont rendus moins visibles. Les responsables politiques servent les repas. Les enfants occupent les places centrales. Les musiciens improvisent. Une vieille coutume veut qu'aucun discours officiel ne puisse durer plus longtemps qu'une chanson.

Le voyageur demanda si la fête n'était pas une manière d'oublier les problèmes.

« Bien sûr, répondit-on. Et parfois oublier pendant une nuit est une fonction vitale. Le danger commence lorsque l'oubli devient la seule politique. »

La joie n'est donc pas considérée comme une récompense après l'intégration. Elle appartient au réel que l'intégration doit aussi savoir ne pas disséquer.

Cette liberté fut mise à l'épreuve lorsqu'une troupe monta une pièce ridiculisant plusieurs rites familiaux encore importants pour une minorité de l'île. La salle riait ; les personnes visées se sentirent humiliées. Elles demandèrent que la pièce soit retirée des théâtres publics. Les artistes répondirent qu'une cité qui ne supporte pas d'être offensée transforme rapidement la vulnérabilité en pouvoir de censure.

L'affaire divisa les défenseurs de la liberté culturelle eux-mêmes. Certains rappelaient qu'une satire n'est pas une violence équivalente à l'exclusion matérielle. D'autres observaient que la troupe appartenait à la majorité culturelle et que les mêmes scènes, répétées chaque saison, contribuaient à rendre une minorité socialement ridicule.

La cité refusa d'interdire la pièce. Elle refusa aussi de traiter la protestation comme une simple incapacité à supporter l'art. Le théâtre organisa des

rencontres, donna une scène et un budget à des artistes issus du groupe visé et publia les conditions de financement de la production. Les auteurs de la pièce ne furent pas contraints de s'excuser. Plusieurs changèrent pourtant certains passages après avoir compris que la blague qu'ils défendaient comme irrévérence reproduisait une vieille caricature qu'ils ignoraient.

Personne ne déclara l'affaire résolue. C'est ce qui la rendit importante. L'art avait conservé son droit de déranger ; les personnes atteintes avaient conservé leur droit de nommer le coût ; l'institution avait refusé aussi bien la censure automatique que l'indifférence au pouvoir de représentation.

Les fêtes sont traversées par des tensions comparables. Qui travaille pendant que les autres célèbrent ? Qui nettoie ? Qui assure la sécurité ? Qui peut rentrer chez lui facilement la nuit ? La gratuité n'efface pas la logistique. Nootopie impose donc que chaque grande fête rende visible la part de travail qui la rend possible, sans transformer pour autant la célébration en conférence sur ses propres conditions.

Cette dernière règle est régulièrement violée. Les Nootopiens en rient. Ils ont découvert qu'une société très consciente de ses infrastructures peut finir par expliquer le gâteau pendant qu'on essaie simplement de le manger.

La crise des Trois Hivers

La théorie nootopienne fut réellement éprouvée durant ce que l'on appelle les Trois Hivers.

Une succession de tempêtes détruisit des cultures, endommagea les ports et interrompit plusieurs approvisionnements. Au même moment, une épidémie réduisit les équipes disponibles dans les services essentiels. Pour la première fois depuis longtemps, la cité dut rationner des biens dont les habitants avaient pris l'abondance pour une évidence.

Les procédures habituelles semblaient trop lentes. Un Conseil de continuité reçut temporairement le pouvoir de répartir certains stocks, réquisitionner des moyens de transport et limiter plusieurs usages énergétiques. Beaucoup acceptèrent ces mesures. D'autres avertirent qu'une urgence est le moment préféré des pouvoirs qui veulent durer.

Le premier hiver, le Conseil fonctionna bien. Le deuxième, il commença à conserver certaines décisions sans justification nouvelle. Ses membres disposaient d'informations que les assemblées ordinaires ne possédaient plus. Ceux qui les contredisaient étaient accusés de mettre la survie collective en danger.

La crise révéla une contradiction que les institutions paisibles avaient sous-estimée : la réversibilité est facile quand on peut attendre ; elle devient difficile lorsque l'efficacité possède un coût immédiat.

Une coalition de soignants, d'agriculteurs et de juristes demanda alors non pas la dissolution du Conseil, mais la publication régulière de ses raisons, l'entrée de membres tirés au sort et l'expiration automatique de chaque pouvoir exceptionnel sauf renouvellement explicite.

Le Conseil résista. Certains de ses membres affirmaient sincèrement qu'ils protégeaient la cité. C'est précisément pourquoi la querelle fut si difficile : personne n'avait besoin d'être secrètement tyrannique pour qu'une concentration fonctionnelle du pouvoir commence à se défendre elle-même.

Au troisième hiver, les récoltes s'améliorèrent. Une partie des restrictions fut levée. Deux membres du Conseil refusèrent pourtant de restituer certaines prérogatives. Ils furent révoqués.

La cité conserva ensuite l'institution d'urgence, mais modifiée. Elle avait appris qu'une société ne prouve pas son attachement à la liberté lorsqu'elle peut se permettre d'être libre. Elle le prouve lorsque la peur rend la délégation de souveraineté séduisante.

Les Trois Hivers devinrent le récit que les Nootopiens racontent lorsqu'un visiteur leur demande si leur système fonctionne.

Ils répondent : « Il a échoué assez pour que nous sachions où le surveiller. »

Le récit officiel des Trois Hivers est plus conflictuel que la version enseignée aux enfants. Au début du deuxième hiver, un quartier côtier refusa une réquisition de carburant. Les habitants affirmaient que le Conseil de continuité avait sous-estimé leurs besoins de chauffage et que les réserves seraient envoyées vers les centres administratifs. Le Conseil répondit que les chiffres disponibles ne confirmaient pas cette accusation.

Une nuit, plusieurs dizaines de personnes bloquèrent les camions. La police civile hésita. Disperser le barrage risquait de transformer un conflit de répartition en affrontement politique ; laisser faire menaçait l'approvisionnement d'un hôpital. Le commandant local demanda une instruction. Le Conseil ordonna la libération immédiate de la route.

Il y eut des coups. Une femme eut le bras cassé. Deux agents furent blessés. Les camions passèrent. Le lendemain, chacun possédait son récit : certains parlaient d'une répression ; d'autres d'une opération nécessaire pour protéger des malades ; certains militants affirmaient que l'hôpital n'était qu'un prétexte, ce qui était faux ; certains membres du Conseil niaient toute erreur, ce qui l'était aussi.

L'enquête montra finalement que la réquisition était nécessaire mais que les données utilisées par le Conseil sous-estimaient effectivement la consommation du quartier, dont plusieurs bâtiments avaient été endommagés par les tempêtes. La décision était justifiable à partir des informations disponibles et pourtant produite par un système d'information défectueux. Cette conclusion déçut ceux qui voulaient un coupable simple.

Le Conseil dut reconnaître le défaut des données, indemniser les personnes blessées lorsqu'un usage disproportionné de la force fut établi et modifier la procédure de réquisition. Les organisateurs du blocage durent également reconnaître qu'ils avaient empêché un transport médical indispensable et qu'une partie de leurs affirmations était infondée.

Cette double responsabilité devint un test majeur pour la justice nootopienne. Nommer les erreurs du pouvoir ne devait pas effacer les conséquences des actes de protestation ; reconnaître la nécessité d'un service essentiel ne devait pas transformer toute opposition en sabotage. La cité apprit qu'une crise produit rarement des acteurs entièrement cohérents.

Le troisième hiver apporta une autre difficulté. Les membres du Conseil étaient épuisés. Certains prenaient des décisions après vingt heures de travail. Des procédures conçues pour empêcher l'arbitraire ajoutaient parfois des délais absurdes. Une infirmière déclara publiquement : « Vous nous protégez contre

la concentration du pouvoir en nous obligeant à remplir quatre formulaires pendant que les patients attendent. »

La critique conduisit à suspendre temporairement certaines garanties procédurales, mais avec un enregistrement systématique de chaque dérogation et une revue a posteriori obligatoire. Ce mécanisme devint l'un des héritages les plus discutés des Trois Hivers : il admettait que des règles puissent être contournées en urgence, tout en refusant que l'urgence transforme l'exception en oubli.

Après la crise, l'assemblée consacra six mois à examiner les décisions prises. Plusieurs citoyens protestèrent contre cette obsession rétrospective. Ils voulaient reconstruire les ports et reprendre une vie normale. D'autres répondaient que la fatigue collective était précisément le moment où les pouvoirs exceptionnels pouvaient s'installer sans résistance.

Le compromis fut de séparer reconstruction et audit. La ville continua à réparer pendant qu'un groupe indépendant reconstituait la chronologie des décisions. Son rapport ne conclut pas que le Conseil avait été bon ou mauvais. Il montra où la centralisation avait sauvé du temps, où elle avait produit de l'aveuglement, où la défiance populaire avait révélé une erreur et où elle avait elle-même aggravé le danger.

Depuis, les Nootopiens répètent moins volontiers que « la crise nous a renforcés ». Ils préfèrent dire qu'elle a rendu certaines fragilités impossibles à nier. La nuance paraît faible. Pour eux, elle sépare l'apprentissage du mythe.

Conclusion du voyageur

Je quittai Nootopie sans savoir si elle était meilleure que mon pays.

Elle ne m'avait pas donné un modèle à copier.

Elle m'avait retiré une illusion plus profonde :

je ne pouvais plus accuser ma société sans regarder la part de moi qui s'y était adaptée.

Je compris alors que Nootopie n'était peut-être pas une île.

C'était une question posée à toute société :

Que faites-vous des contradictions que vous produisez ?

Et une question posée à tout être humain :

Ce que tu appelles ta vie est-il vraiment intégré, ou seulement devenu fonctionnel ?

Depuis mon retour, je ne dis plus :

“Voyez ce que vous faites.”

Je dis plus difficilement :

“Voyons ce que nous faisons.”

Et peut-être est-ce là le premier acte-preuve que l'île avait réellement existé.

Avant mon départ, je demandai à la femme qui m'avait accueilli pourquoi elle continuait à appeler son pays Nootopie. Le nom me semblait maintenant trop ambitieux.

Elle répondit : « Peut-être l'est-il. Un nom devient dangereux lorsqu'il se prend pour une preuve. »

Je lui demandai alors ce qu'elle pensait que j'avais appris.

Elle refusa de répondre.

« Si je te le dis, dit-elle, tu pourras répéter ma phrase au lieu de regarder ce que ton retour fera de toi. »

Je trouvai cette réponse irritante. Puis je compris que mon irritation faisait partie du voyage.

Note sur la source et l'inspiration

Nootopie dialogue librement avec Utopia, publiée par Thomas More en 1516. Elle en reprend le geste général de l'île fictive et du détour par une société imaginaire pour interroger le présent.

Cette relation est une filiation littéraire, non une correspondance structurée. Les institutions, scènes, concepts et formulations de Nootopie appartiennent à la présente création noosophique. Le livre ne prétend ni traduire Thomas More, ni reconstruire fidèlement son Utopie, ni parler en son nom.

La distance avec l'utopie parfaite est volontaire : Nootopie est décrite comme faillible, traversée par les conflits et capable de produire ses propres angles morts. Sa cohérence dépend de sa capacité à reconnaître, éprouver et réviser ses formes.

NOOTOPIE

Nootopie n'est pas la description d'une société parfaite.

C'est le récit d'une île qui a décidé de prendre ses contradictions au sérieux. Travail, richesse, pouvoir, famille, soin, technique, justice, mémoire, écologie : chaque institution doit y montrer ce qu'elle protège, ce qu'elle coûte et ce qu'elle refuse encore de voir.

Mais une société qui cartographie tout peut elle aussi devenir prisonnière de sa méthode. Lorsque survient la crise des Trois Hivers, Nootopie découvre que ses principes ne valent que s'ils résistent à l'urgence, aux erreurs, aux asymétries de pouvoir et à la tentation de justifier l'exception.

Librement inspirée du dispositif utopique de Thomas More, cette œuvre noosophique contemporaine ne propose pas un modèle à copier. Elle pose une question : que devient une civilisation lorsqu'elle accepte que ses propres institutions puissent être contredites et corrigées ?

*« Une contradiction reconnue vaut mieux
qu'une harmonie mensongère. »*